

## Et à la fin, c'est la France qui gagne !

« Sur le toit du monde », « Entrés dans l'éternité » : les manchettes ou les chroniques audiovisuelles comme les réactions de foule ne font pas dans la nuance au lendemain de la victoire de l'équipe de France de football dans la finale de la Coupe du monde. Au-delà des excès, en deçà des réserves qui sont naturelles face au déferlement médiatique, il y a une réalité psychologique : « nous » sommes champions du monde.

### Des titres de champion pour nos industries, nos services, malgré une concurrence intra-européenne conséquence de la soumission à l'Allemagne

En économie, le ressenti prime souvent sur la réalité. Et, justement, ce sentiment de victoire est partagé. Un petit peu plus de 28 % des Français ont suivi le match de Moscou à la télévision, ce qui donne incontestablement une base à une sorte de communion nationale.

On sait que le culte de la réussite n'est pas la marque du caractère français. Les « cousins tristes » comme se plaisent à nous qualifier les Italiens sont à la fois certains de la qualité de leur vie et expriment leur sentiment (réel) de supériorité en recherchant sans cesse à l'étranger des comparaisons, des modèles, des leçons à tirer, des raisons de se plaindre.

Pourtant, champions, nous le sommes collectivement. Sans parler de nos si puissants services publics (comme ceux de la santé, des trains, de l'électricité ou de la poste), on retrouve des entreprises françaises en tête des classements dans des secteurs qui

ne sont pas accessoires : LVMH, Hermès et Kering bien sûr, mais, aussi, Airbus, Sanofi, L'Oréal, Essilor, Danone, Limagrain, Sodial, Pernod Ricard, Leroy Merlin, Lafarge Holcim, Vicat, Renault, PSA Peugeot Citroën, Michelin, Vivendi, Total, Saint-Gobain, BNP Paribas, Axa, Crédit Agricole, Société Générale, Schneider Electric, Legrand, Vinci, Bouygues, Orange, Publicis, Havas, Cap Gemini, Atos, Air France KLM, CMA CGM, ... Nous avons le nom de ces champions du monde et de leurs activités en tête. Mais en considérant leurs positions comme normales, concentrant ainsi l'attention sur ce qui marche moins bien, et sur les raisons de la réussite des autres.

Septième puissance mondiale avec une population qui pèse moins de 1 % de celle de la planète, notre pays garde son rang dans une globalisation qui l'a pourtant frappé : la concentration de la croissance en Chine et dans les émergents d'une part et aux États-Unis d'autre part s'est traduite par une concurrence interne à la zone euro. Cette gestion des égoïsmes a été dominée par l'Allemagne, certes le numéro un économique, mais aussi et surtout le décideur politique au gré de plus de 20 ans de servitude du pouvoir français vis-à-vis du voisin. S'est ajouté un dumping fiscal et social entre les membres de l'Union Européenne qui a déséquilibré les termes concurrentiels.

Dans le fameux couple franco-allemand, le second a porté la culotte, imposant finalement des dévaluations internes à l'ensemble des économies, alors qu'elle-même avait pu reconstituer de grosses marges de productivité grâce à sa réunification financée par l'ensemble des européens.

## L'attractivité française ne se mesure pas seulement au tourisme

---

Au bilan, la France n'a pas de raison de renoncer au titre de champion mondial dans bien des domaines. Et la création de richesse n'a pas été bien différente de part et d'autres du Rhin. Par rapport à l'année 2000, les PIB affichent 90 % de progression chez nous et 92 % en Allemagne. Certes, le Produit Intérieur Brut par Allemand est supérieur de 15 % à celui par Français. Mais la tendance longue n'est pas vraiment discriminante.

On connaît l'attractivité de la France, première destination touristique du monde. Le risque de devenir un musée vendant des produits de luxe ou de demi-luxe dans ses corners ne doit pas être ignoré et il est la base de ce désenchantement général vis-à-vis de l'économie. Ce french bashing repose sur la réalité du retard, en matière d'entreprises de taille intermédiaire par exemple. Mais l'attractivité se traduit aussi par les projets d'investissements étrangers : 1.300 l'année dernière, ce qui permet, après un creux spécifique de l'année électorale 2016, de retrouver les niveaux de 2007 en termes de créations d'emplois à venir. L'écart avec l'Allemagne se réduit et entre dans une proportion conforme aux poids comparés des économies, même en-deçà.

## Champion du monde de la dépense publique et des impôts : de gros inconvénients, mais un enrichissement des ménages malgré le chômage de masse

---

Dans la compétition mondiale et, spécifiquement européenne, il y a une grande spécificité qui explique en grande partie le blues des milieux d'affaires : la dépense publique et, en conséquence, la fiscalité.

Notre dépense publique est la plus élevée des pays développés. Rapporté au produit intérieur brut, un ratio de près de 56 % met en évidence un coût supérieur de 10 % à la moyenne européenne. L'Allemagne tient les dépenses au-dessous de 44 %, les États-Unis à moins de 37 %. Bien sûr les comparaisons ne sont pas pures et la statistique ne représente pas toujours les mêmes postes.

Cependant, la première conséquence est la fiscalité. 45,4 % de la richesse nationale part en prélèvements obligatoires. L'Allemagne affiche un peu moins de 40 %, les États-Unis (avant les effets de la réforme fiscale Trump) 26 %.

Champion du monde de la dépense et de la fiscalité ou presque, notre pays supporte finalement sans trop de casse un taux de chômage qui n'est pas dans la norme de son rang et de la santé de son économie. Encore plus de 9 % de la population active, pour 8,4 % en moyenne dans la zone euro et 3,8 % en Allemagne, cela devrait être un poids insupportable si les prélèvements sociaux ne permettaient pas de maintenir la consommation et même l'investissement des ménages.

On observe cependant que cette spécificité du marché de l'emploi en entraîne une autre : la très forte épargne des Français. Résultat : le patrimoine financier moyen est supérieur de plus de 15 % à celui des Allemands, le patrimoine immobilier sensiblement davantage. Malgré l'écart de revenus, celui des patrimoines (dans l'autre sens) ne se réduit pas.

## La question de la dette publique ne doit pas être surestimée et la solidité du système bancaire donne un vrai avantage sur l'Allemagne

---

Reste la dernière question liée à la dépense publique qui est celle de la dette publique. C'est un sujet à relativiser : on sait que les États ne remboursent pas vraiment leurs dettes et, sans parler de l'inflation, l'Allemagne, qui a fait défaut trois fois au XXe siècle en porte le témoignage. La dette française – 98 % du PIB – conserve une forte cote auprès des marchés et cela met en évidence la capacité à se refinancer, la force de l'économie, la richesse des agents économiques, la grande crédibilité dans la levée des impôts. Ce n'est pas vraiment un souci et la différence d'endettement avec l'Allemagne trouve sa source dans les démographies divergentes. Par ailleurs, nous appuyons notre économie sur un système bancaire sain et très solide, ce qui est très loin d'être le cas outre-Rhin.

## Au-delà de la conjoncture, la possibilité d'un pouvoir politique qui cesserait de subir et jouerait ses atouts

L'équipe de France de football a réussi là où celle de l'Allemagne ou de l'Angleterre a échoué. Evidemment, le climat général peut être porté un moment après les matchs. Mais le succès ne doit pas se mesurer à un surplus possible de 0,2 % à 0,4 % de croissance cette année. Il doit remettre à l'esprit les très nombreux titres de champions de nos entreprises, de notre économie, et de notre pays. Nous ne sommes pas seulement les champions du monde de la fiscalité et de la dépense publique, loin de là. On aura bien compris que notre économie a fait mieux que tenir alors que son pouvoir politique avait cru bon de suivre assez servilement les diktat allemands. Aujourd'hui, ce pouvoir a les cartes en mains pour reprendre le dessus et jouer ses atouts, en profitant des marges de rationalisation que lui laissent les excès – en particulier fiscaux et de dépenses publiques – de ses prédécesseurs.